

## GIGANTISME : UN ENJEU POLITIQUE ET CIVILISATIONNEL

*Dans sa course à la démesure, l'homme contemporain perd le sens de sa propre nature. Les conséquences sont multiples : le gigantisme dessine un défi à la fois politique et civilisationnel.*

Dans le précédent numéro de *Permanences*<sup>1</sup>, Mathieu Detchesahar désignait les « grandes tendances macroéconomiques » mondiales – la financiarisation et le gigantisme des firmes multinationales – qui contribuent à la crise profonde du sens du travail. Il décrivait des travailleurs qui souffrent de ne plus avoir de prise sur leur travail, de ne plus agir réellement par eux-mêmes, notamment parce qu'ils sont bridés par « *des néobureaucraties privées* » dont le critère ultime est devenu la rentabilité. Il étendait ensuite cette problématique de la capacité d'agir au champ politique :

L'une des marques majeures de notre temps est l'affaissement du pouvoir d'agir. C'est vrai avec le travail, mais aussi en politique. En politique, on nous explique que nous n'avons pas d'autre choix que de nous adapter à des contraintes que nous n'avons pas choisies, qui sont celles de la globalisation économique. La politique devient en quelque sorte l'art de s'adapter à ce qui n'est pas choisi par le politique !

Deux phénomènes essentiels caractérisent en effet aujourd'hui notre ère postpolitique : d'une part la puissance acquise par des firmes mondiales, marchandes et financières, qui tendent à dominer les gouvernements ; d'autre part la distance toujours plus grande entre les citoyens et les lieux de la décision politique. À cet égard, une même logique d'absorption des libertés et responsabilités s'opère : une *Union européenne* toujours plus vaste et dirigiste, des super-régions et des hypercommunalités désincarnées. Les arguments majeurs mis en avant pour justifier cette extension permanente du domaine de la technocratie sont sensiblement toujours les mêmes : la taille administrative critique pour mutualiser et la taille politique critique pour "peser". Dans le cas des hypercom-

1. *Permanences* N° 576, 1<sup>er</sup> trimestre 2019, pp. 19-24.

munalités, l'idée est que la mutualisation permet des économies d'échelle. Non seulement cela reste-t-il à démontrer, mais encore cela se fait-il au prix d'une confiscation des libertés et responsabilités locales. Ici, le politique cède le pas à une néotechnocratie intermédiaire qui ressemble à tout sauf à d'authentiques corps intermédiaires. Dans le cas de l'*Union européenne*, l'idée de peser dans un monde multipolaire marqué par les "empires" ne se vérifie pas davantage dans les faits. Plus cette Union s'élargit en nombre et grossit dans sa dimension technocratique, moins elle pèse dans le monde. Elle devient au contraire la proie des groupes de pression. Ici, le politique cède le pas à des puissances qui prospèrent sur le délitement de la notion même de souveraineté politique.

### Taille critique et proportionnalité

Nous voyons ici une conception faussée de la notion de "taille critique". Celle-ci est vue comme une taille minimale à acquérir pour exister, peser, être efficace. L'expérience contemporaine montre que nous gagnerions à renverser cette vision de la "taille critique", pour la considérer davantage comme une taille maximale à ne pas dépasser, afin qu'un échelon politique ou administratif demeure cohérent et opérant. Dans une conférence donnée à l'Institut d'études politiques de Paris<sup>2</sup>, le 28 janvier 2019, le philosophe Olivier Rey, auteur de l'essai *Une question de taille*<sup>3</sup>, soulignait le déficit démocratique induit par le gigantisme politique : « *Plus l'échelle augmente, plus la conscience communautaire nécessaire pour s'accorder sur des modes de vie souhaitables vient à manquer.* » Il soulignait ensuite la pertinence de la nation comme échelle politique :

*Nous voyons ici une conception faussée de la notion de "taille critique"*

La nation est la seule échelle où subsiste quelque chose du politique [...] Inutile de dire que la souveraineté politique perdue au niveau de la nation se retrouvera au niveau supérieur : elle disparaîtra purement et simplement.

2. Rencontre avec Natacha Polony et Olivier Rey, organisée par l'association Critique de la raison européenne, de l'IEP de Paris.

3. Ed. Stock, collection Les essais, 2014.

Et il concluait en pointant cette fameuse question de taille qu'il convient de respecter : « *Si reconquête démocratique il doit y avoir, elle doit s'opérer et ne peut s'opérer qu'aux échelles limitées où la notion de démocratie a un sens.* »

Dans ce numéro de *Permanences* (lire pages 25 à 30), Olivier Rey revisite la pensée d'Ivan Illich pour rappeler qu'il ne s'agit pas de prôner la petite taille pour la petite taille, mais de respecter un principe de proportionnalité : « *La beauté et le bien ne sont pas une affaire de taille, en dimensions ou en intensité, mais une question de proportions.* » Et le philosophe d'explicitier l'enjeu très actuel de la proportion comme réponse au gigantisme :

Illich nous invite à réélaborer un rapport au monde inspiré par le principe de proportionnalité – proportionnalité entre les moyens et les fins, d'une part (pas de déchaînement technique pour remplir des tâches frivoles, ou qui pourraient être accomplies plus simplement), entre les fins poursuivies et les facultés de l'être humain d'autre part (ce que permet la technique doit demeurer commensurable avec les facultés humaines ; sans quoi, la technique humilie, asservit et défait l'homme au lieu de le servir). Il ne s'agit pas tant, ici, d'être antimoderne, que de prendre en compte les conditions à respecter pour que les promesses d'émancipation de la modernité soient tenues.

Nous le voyons : le gigantisme ne pose pas seulement un problème d'efficacité politique, économique ou administrative, il recouvre un rapport au monde faussé, il constitue un risque réel d'asservissement de l'homme, menaçant ainsi les promesses que la civilisation occidentale entendait honorer. D'une certaine manière, le gigantisme est ainsi également un enjeu de civilisation, peut-être le plus important de notre temps.

Encore faut-il définir ce qu'est le gigantisme. Romain Donadini (lire pages 31 à 36) lui attribue la définition suivante :

Au sens strict, le gigantisme renvoie à l'idée d'un développement excessif de la taille d'une chose. Une structure ou une organisation est dite "gigantesque" (du latin *gigas*, qui signifie "géante") à partir du moment où elle atteint une croissance qui excède la moyenne. Il y a un seuil à partir duquel l'accroissement de la taille d'une structure remet en cause l'équilibre général de celle-ci.

Il poursuit en citant « *la loi de l'instabilité destructrice* », énoncée par le penseur Leopold Kohr :

Dans le trop grand, l'instabilité est destructrice. Au lieu d'être stabilisée par la croissance, cette instabilité est augmentée par elle. Le même processus, qui est si bénéfique pour des corps en dessous d'une certaine taille donnée, ne mène plus à une forme de maturité mais à la désintégration. Ce qui était auparavant une aide pour qu'elles atteignent leur forme idéale devient un danger, et si elles continuent de grandir, elles finissent par devenir si grosses et si maladroites qu'elles ne peuvent plus finir que par s'effondrer<sup>4</sup>.

Et Romain Donadini de conclure ainsi son propos : « *Face au gigantisme et à l'idéologie qui lui est corrélative, il nous faut retrouver les attaches locales qui fondent les communautés naturelles.* »

## La finitude de l'homme face à son désir d'infini

Dire qu'il faut retrouver le sens de la proportion, du concret, du local, de la communauté ou encore du prochain, cela entre peu à peu dans le sens commun, parce que nous partageons l'expérience d'une condition humaine douloureusement marquée par le gigantisme. Cependant, il ne suffit pas de le dire. En effet, le monde semble s'être emballé dans une course folle. La démesure semble devoir tout envahir. Alors, quelle est la mesure de l'homme ? Qu'est-ce qui est encore à taille humaine ? Pour répondre, nous avons besoin d'une réflexion philosophique sur l'homme face au gigantisme.

**Dieu est la mesure  
de l'homme et l'homme  
est la mesure du reste**

Dans le grand entretien de ce numéro de *Permanences* (lire pages 11 à 24), le philosophe Henri Hude a accepté de relever le défi. Il définit ainsi la mesure de l'homme : « *Dieu est la mesure de l'homme et l'homme est la mesure du reste. Il faut donc que l'homme trouve sa juste mesure en référence à son créateur.* »

Nous apprenons ainsi que l'affaire n'est pas simple puisque Dieu est la mesure de l'homme et que Dieu est infini. « *C'est pour cela*, poursuit Henri Hude, *que cette expression "à taille humaine"*

4. Leopold Kohr, *L'Effondrement des puissances*, R&N, 2018, p. 124.

– ou comme disait Léon Blum “à l'échelle humaine” – est ambiguë. Car ce qui est uniquement à l'échelle humaine, comme si l'homme était la mesure de l'homme, n'est pas humain. »

C'est ainsi que l'homme est appelé à maîtriser cette contradiction apparente entre son caractère fini et sa tension naturelle vers l'infini, qui reflète sa vocation surnaturelle. Henri Hude appelle l'homme contemporain à articuler pleinement les caractéristiques de sa nature :

L'homme est humain et il vit à l'échelle humaine, à taille humaine, lorsqu'il vise l'infini de manière infinie et le fini de manière finie. Cela ne l'empêche pas de laisser un reflet de l'infini se poser sur ses buts concrets et les valoriser.

Cela implique de retrouver le sens d'une tempérance non pas vécue comme une contrainte mais comme une promesse divine :

L'homme ne peut accéder à la tempérance que si la tempérance lui donne Dieu en échange. Sinon, il trouve l'infini précisément dans la croissance désordonnée et dans la transgression, il en a même besoin comme thérapie à ses frustrations métaphysiques. Il est donc indispensable d'ouvrir à l'homme l'accès à l'infini comme le moyen normal de survie. Cet accès à l'infini permet de garder l'aspect transcendant de sa destinée ; et donc de lui donner un avenir humain.

Cela implique également de penser la substance de notre nature profonde :

Nous avons besoin d'une philosophie de la loi naturelle. S'il y a une nature, il y a forcément une loi pour cette nature. [...] Notre pouvoir, aussi grand soit-il, doit s'adapter aux grandes lois de la nature qui ne changent pas. [...] Si l'on veut retrouver un principe, il faut partir de ce qui est à la fois le plus humain et le plus naturel ; et probablement aussi le plus divin. C'est-à-dire qu'il faut repartir du couple, de la famille.

L'homme ne tracera aucun avenir authentiquement humain et ne trouvera aucune solution aux dérèglements du monde – politiques, économiques, sociaux, culturels et écologiques – sans retrouver la voie d'une sagesse philosophique, existentielle, spirituelle et politique.

GUILLAUME DE PRÉMARE